

ABDELKADER MESSAHEL, MINISTRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DES AFFAIRES

# «Au Mali, l'intervention armée

*Des déclarations sur le Mali nous parviennent journalièrement de toutes parts. Ces déclarations se suivent, se croisent et souvent se contredisent.*

*Sur le terrain, si la situation n'est pas pour l'instant explosive, elle est toutefois loin de permettre une lecture claire, aisée du positionnement des uns et des autres, acteurs directs ou indirects, sur le futur immédiat du Mali et la gestion de cette crise. Et l'Algérie dans tout cet imbroglio ? Acteur incontournable, disent les uns et les autres, l'Algérie*

*dit défendre sur ce dossier une position caractérisée par de la «la constance, de la continuité et de la cohérence». Mais au-delà, quelle est justement cette position ? Quel contenu donne l'Algérie au dialogue qu'elle prône et avec quels protagonistes ?*

*Si malgré tout, le dialogue échouait et que le Conseil de sécurité décidait d'une intervention armée, que ferait alors notre pays ? S'engagera-t-il dans la guerre et si oui, sous quelle forme ? A toutes ces questions, Abdelkader Messahel, ministre Délégué*

*auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé des Affaires maghrébines et africaines, le plus impliqué aujourd'hui dans ce dossier, nous a répondu, allant souvent dans le détail et disséquant chacun de ses arguments.*

*Notre entretien ne s'est cependant pas limité à la situation au Mali : position de l'Algérie sur le Sahara occidental, l'Union du Maghreb arabe (UMA) et l'Union pour la Méditerranée (UpM) méritaient aussi qu'elles soient clarifiées.*

**Le Soir d'Algérie :** La situation au Mali est aujourd'hui le théâtre de bouleversements intenses faits de tractations, de modifications de positionnements quasi-permanents des acteurs directs ou indirects dans cette région : Ansar Dine, qui s'est déclaré pour le dialogue d'une part et d'autre part, le Mouvement national pour la libération de l'Azawad, MNLA, qui se faisaient la guerre, ont signé récemment un communiqué commun pour le dialogue avec les autorités provisoires de Bamako. Le MNLA s'est lancé ces derniers jours dans des combats contre les islamistes du Mujao pour reprendre des positions accaparées par les islamistes. Certains va-t-en guerre appellent finalement au dialogue : ces revirements incessants ne laissent aucune place à la clarté de la situation. Pourriez-vous, Monsieur le Ministre, nous dire qu'est-ce qui rend peu claire la situation ?

**Abdelkader Messahel :** La situation au Mali est très complexe. Parfois le manque de connaissance des véritables enjeux conduit à ce que les positions des uns et des autres peuvent apparaître comme fluctuantes.

Pour ce qui nous concerne, nous avons fait un travail en direction de tous nos partenaires pour informer de la position de l'Algérie, pour expliquer la complexité du problème et, aujourd'hui, nous sommes parvenus, et c'est un fait, à créer une certaine convergence de vues. C'est cela le plus important. Ce qui est important d'expliquer, c'est qu'au Mali, il y a une menace qui est non seulement certaine mais elle concerne tout le monde, et qu'il s'agit, en l'occurrence,

d'une menace du crime organisé et du terrorisme. Quant à la rébellion touareg, c'est une rébellion récurrente : il y en a eu en 1963, en 1990, en 2006 puis en 2011. Cette rébellion est un problème malo-malien. Pour ce qui nous concerne, nous faisons la distinction. Tout ce qui est malo-malien doit être géré dans le cadre d'un dialogue politique, pacifique. Il faut travailler à expliquer cela et c'est ce que nous avons fait jusqu'à maintenant. Nous avons été les précurseurs et cela depuis des années dans la définition de la menace qui reste le terrorisme et le crime organisé. Nous avons travaillé avec nos partenaires à aider à faire cette distinction et faire en sorte que le MNLA se démarque des positions indépendantistes et qu'Ansar Dine se démarque du terrorisme et du crime organisé. Dans ce domaine-là, il y a, incontestablement, une évolution puisque ces deux groupes vont vers le dialogue, un dialogue qui préserve l'unité nationale.

**Aujourd'hui le MNLA n'a plus de revendication d'autonomie ?**

Le MNLA a évolué. Souvenez-vous qu'il a revendiqué l'indépendance. Par rapport au début de la crise, on relève chez ce mouvement une évolution très importante.

**La Résolution 2071 du 12 octobre du Conseil de sécurité de l'ONU marque, pour tout observateur de la situation au Sahel et les conflits au Mali, un tournant dans la position algérienne quant au traitement de cette question. D'une attitude ferme et sans équivoque de rejet de toute intervention militaire, préférant l'appropriation du conflit malien par les pays du**

Entretien réalisé par Khedidja Baba-Ahmed  
Khedidja\_b@yahoo.fr

champ, l'Algérie semble, maintenant, se faire une raison de l'inéluctabilité d'une intervention militaire préparée officiellement par la Cédéao. Aujourd'hui, l'internationalisation du conflit que redoutait l'Algérie et qui résulte d'intérêts géostratégiques bien compris, semble en marche. Très clairement, Monsieur le Ministre, qu'est-ce qui vous a conduit à relâcher votre fermeté initiale ?

Il y a lieu, je crois, de se départir des approches manichéennes. La crise malienne est, en soi, très compliquée et très complexe alors, de grâce, évitons de l'approcher sous le simple prisme du tout militaire ou du tout politique. Partant de là, laissez-moi vous dire qu'il n'y a eu que de la constance, de la continuité et de la cohérence dans la position de l'Algérie. Vous vous rappelez que l'Algérie a salué l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2071 que vous évoquez. Pourquoi ? Parce qu'elle apporte une réponse à une sortie de crise au Mali, que l'Algérie a prônée, dès le début des événements dans ce pays, plus exactement depuis le 20 mars 2012, lors de la réunion au niveau ministériel du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, tenue à Bamako, soit avant même le coup d'Etat. Cette position a été réaffirmée lors des réunions de la Cédéao, auxquelles l'Algérie a été invitée, expliquée aux autorités maliennes, à nos partenaires des pays du champ, à l'Union africaine, aux Nations Unies ainsi qu'à d'autres acteurs-clés dans la région.

**«Une solution politique inclusive qui doit impliquer toutes les populations du Nord du Mali, où il n'y a pas que des Touareg»**

Pour tenter de comprendre, quelle est, au juste, cette position que l'Algérie, dites-vous, défend avec cohérence et constance depuis des mois ?

Elle est cadrée par des principes, des objectifs, une logique et un mode opératoire. Nous l'avons déclinée en six points à la réunion extraordinaire de la Cédéao le 26 avril 2012 à Abidjan (Côte-d'Ivoire). En résumé, il s'agit de préserver l'intégrité territoriale du Mali, que nous considérons comme un élément non négociable, de prendre en charge les revendications légitimes des populations du Nord dans le cadre d'un dialogue entre les Maliens, et de poursuivre la lutte contre le terrorisme et le crime transnational organisé.

A cette fin, l'Algérie s'attelle à favoriser l'émergence des conditions favorables à un dialogue, entre le gouvernement malien et les groupes de la rébellion armée qui renoncent donc à toute remise en cause de l'intégrité territoriale du Mali et qui se démarquent, sans équivoque, du terrorisme et du crime transnational organisé. Ce dialogue doit être naturellement crédible pour assurer une solution politique durable, comme il doit être mené avec célérité pour éviter l'enlèvement de la situation.

